

C'EST QUOI LA PAUVRETÉ ?

Christine MAHY

Secrétaire générale
Réseau wallon de lutte
contre la pauvreté

LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ

Aujourd'hui, lutter contre la pauvreté, c'est aussi lutter contre une représentation qui ferait que, si on n'a pas beaucoup dans le portefeuille, il faudrait s'autopriver pour vivre et que s'autopriver serait normal, s'autopriver au niveau de tout ce qui est nécessaire. Mais ce sur quoi sont agressés aussi les gens dans la pauvreté, c'est : Est-ce qu'ils ont une télévision ? Est-ce qu'ils vont à la culture ? On a vite tendance à dire que ces gens-là devraient être vertueux et se passer de tout, quand on se demande assez peu ce que font les possédants avec les moyens qu'ils ont.

Ça veut dire que s'attaquer à la pauvreté aujourd'hui, en 2025, c'est s'intéresser aux richesses. Où vont les richesses ? Qui possède les richesses ? Comment sont réparties les richesses ? Comment sont captées les richesses ? Et donc comment y a-t-il une justice dans notre société pour arriver à ce que dans l'assiette collective, il y ait ce qu'il faut pour que tout le monde puisse vivre dignement. En se disant qu'il n'est probablement pas normal, il est totalement anormal, que certains aient les moyens d'accumuler sans cesse toutes sortes de richesses matérielles et immatérielles quand d'autres n'en bénéficient plus.

1 BELGE SUR 5 RISQUE LA PAUVRETÉ

Il faut comparer ça à la déprivation matérielle, c'est-à-dire : de quoi se privent les gens dans ce qui est nécessaire pour vivre, pour arriver à tenir ? Énormément de gens reportent les soins de santé. Énormément de gens restent dans du mal-logé trop cher, parce qu'on a peur de ne pas retrouver. Énormément de gens se passent de culture. Énormément de gens ont du mal à assumer les frais scolaires en temps réel ou bien vont parfois n'avoir que comme solution d'emprunter pour un voyage scolaire ou d'empêcher l'enfant d'y aller, etc. Donc tout ça doit être analysé en finesse, être pondéré par rapport à cet aspect-là.

RETRANSCRIPTION INTÉGRALE DE L'INTERVIEW

Puis moi, je voudrais quand même bien qu'on m'explique comment il se fait que, si ça allait tellement mieux, si on avait vraiment une réelle embellie, telle qu'on le dit au niveau du portefeuille, on a une augmentation, une explosion dans l'aide alimentaire de tous les côtés ? On a une augmentation, une explosion dans les gens qui s'adressent aux CPAS, pas nécessairement pour avoir le revenu d'intégration, mais pour avoir des aides sociales pour arriver à satisfaire. Donc j'ai envie de dire, c'est assez primaire, c'est même très sommaire de regarder ça par le bout de la pauvreté socioéconomique.

Mais le biais de cette étude, c'est qu'on a aussi des tas de populations qui échappent à cette étude, des populations qui sont dans des angles morts, qu'on ne repère pas, qui ne reçoivent pas. Et donc dans ces biais, on peut avoir des personnes qui sont des personnes dans le métier de la prostitution, on peut avoir des personnes à la rue, on peut avoir des personnes en détention, Donc on a un prisme de formes d'invisibilité, que les chercheurs cherchent à corriger, mais qui laisse des aléas et des biais importants. Or on sait que parmi les populations les plus vulnérables, on s'effondre encore pour le moment. Donc voilà, je pense qu'il y a beaucoup à dire autour de ce chiffre et c'est largement insatisfaisant de le commenter tel qu'il l'a été jusqu'à présent.

VERS PLUS DE PRÉCARITÉ

Ce qui se passe au niveau de notre gouvernement est une vue très court-termiste, qui va faire mal à beaucoup de gens, et qui va créer, pour moi, un risque évident quand même, je trouve, de chaos social, de démocratie encore plus en panne

Ici, ce qui est terrible, c'est qu'on est dans une espèce de cumuls qui vont pour partie frapper tout le temps les mêmes. Pour nous, l'exclusion du chômage, c'est évidemment une mesure gravissime. On sait qu'il y a des tas de gens qui vont être exclus, qui pourtant travaillent depuis des années pour la collectivité à travers ce qu'on appelle les ALE par exemple, mais aussi des contrats intérim, etc. Dont on sait que les employeurs ne font jamais un contrat suffisant, pour que le compteur du chômage ne s'arrête pas, et pourtant, ces gens travaillent. Dont on sait qu'ils rendent, pour certains, vraiment un service à la collectivité absolument indispensable. Je pense à toutes ces femmes en général qui vont être particulièrement victimes de ce système, mais qui, à travers des heures ALE, gardent des enfants dans les écoles, le matin, à midi, le soir, font du nettoyage dans certains cas, etc. Qui vont se voir, pour une bonne partie d'entre elles, éjectées du chômage. Or, ces personnes, on ne leur a jamais fait un contrat au sens plein du terme. Je pense que si elles avaient pu avoir un contrat au sens plein du terme, aucune n'aurait dit non. On a laissé les gens dans des statuts hybrides comme ceux-là. Et puis aujourd'hui, on va dire, le bassin se retourne sur elles hein !

RETRANSCRIPTION INTÉGRALE DE L'INTERVIEW

Ce sont les victimes directes de l'ensemble du système. Quelle violence, parce qu'on retourne sur les chômeurs, un problème qui est une question d'emploi, qui est une question de conjoncture, qui est une question de réorientation de société.

Par ailleurs, moi je suis quand même étonnée que le même gouvernement veut mettre beaucoup de gens au travail, veut que tous ces chômeurs retournent au travail, mais n'a jamais fait autant de cadeaux fiscaux par l'emploi, à des employeurs, pour qu'ils ne fassent pas de contrats durables aux gens. On a le flexi-job intensifié, pour qui le flexi-job ? Pour des gens qui travaillent à temps plein, à quatre cinquièmes. Malheureusement, parmi eux, il y a des gens qui sont obligés d'aller faire du flexi-job parce que leur salaire, leur revenu du travail n'est pas suffisant pour vivre ou qui ont eu un pépin dans la vie. Et l'employeur tout bingo, fiscalité nulle, etc. La même chose avec le travail d'étudiant. Dramatiquement, on a des étudiants qui sont contraints d'aller travailler parce qu'ils sont pauvres. Tout ça, fiscalité, patrons, réduit. Et les heures supplémentaires défiscalisées qui augmentent. Bah, on prend rien que ces trois choses-là...

Mais qu'est-ce que c'est cette société ? Quelles sont encore ses valeurs ? Quelles sont encore même les valeurs des possédants ? Qu'est-ce qu'ils veulent ? Simplement accumuler le fric, accumuler le fric et voir crever de plus en plus les autres ?

VIVRE EN MÉRITOCRATIE

Et alors on a tout ce discours sur la méritocratie, et ce discours sur la méritocratie qui a l'air de dire : on se fait tout seul. Il suffit d'être courageux et de le vouloir. Et donc sinon, on est dans l'assistanat. Mais je m'excuse, il n'y a personne qui se fait tout seul. Personne dans la vie ne s'est jamais fait tout seul. Même les entreprises ne se font pas toutes seules. Elles ont des subsides de l'État. Et combien ont-elles de l'État ? Des masses assez plantureuses ! Et on crée parfois des zonings, on installe de la 4G ou de la 5G, etc. Pour que les entreprises puissent aussi s'installer, etc. Donc avoir l'air de dire qu'il y aurait des gens qui boufferaient l'argent public, les chômeurs, les allocataires sociaux, etc. Alors que finalement, ils représentent une portion limitée de l'utilisation de l'argent public ... Je veux dire qu'on est vraiment dans un temps sociétal où il y a une agression envers les populations les plus vulnérables. Et je mets dans le paquet les travailleurs faibles, les travailleurs à contrats morcelés, etc. Les saisonniers, les intérim, les trop bas revenus du travail encore, puisqu'il y en a encore vraiment beaucoup. Et donc oui, je pense que la période est grave parce qu'elle est agressive et elle est agressive envers les mêmes tout le temps.